

1. Dakhla : le projet d'une station de dessalement

Description du projet

Le nouveau périmètre irrigué de 5.000 hectares - prévu dans un nouveau modèle de développement pour les provinces du sud - sera mis en service dans le cadre du plan PPS d'ici 2020, selon une source du ministère de l'Agriculture. Le projet aura **500 MDH de valeur ajoutée agricole annuelle ainsi que 10.000 emplois permanent** puisque il accueillera en première place les projet proposés par la populations locale,notablement les jeunes de la région.

Ce projet est porté sous la forme d'un PPP, **mobilisant 1,3 MMDH d'investissement**

Deux appels d'offres internationaux (AOI) étaient lancés. *a. Le premier concerne la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer et d'un parc éolien qui lui fournira une concession d'énergie propre.*

b. Le second concerne la construction d'infrastructures d'irrigation sous la supervision de délégués. Deux défis en plus de la construction sont le cofinancement, l'exploitation et la maintenance pendant 22 ans.

=> Il s'agit d'un projet hybride qui combine le dessalement ainsi que l'énergie renouvelable (pour la partie «Station de dessalement et parc éolien», Navea en consertium avec ENGIE a été déclaré comme adjudataire pour ce projet par le Ministère de l'Agriculture, de la pêche Maritime, du développement et des Eaux et Forêts pour un coût estimé à environ 2 milliards de dirhams.

L'objectif de ce projet est de servir le développement socio-économique de la région du Sud, en proposant notamment un savoir-faire aguerri en matière d'énergie éolienne, mais aussi en s'inscrivant dans la lignée du Plan National de l'Eau.

Le partenariat public-privé et le volet financier

Dans le volet financier, le gouvernement contribuera à couvrir une partie des coûts de construction des infrastructures. L'opérateur en charge de la construction et de l'exploitation de l'unité de dessalement sera rémunéré pour la vente des volumes d'eau au client (consommation publique), le gestionnaire agréé du réseau d'irrigation percevra une redevance de perception en agriculture.

La contribution publique est fixée par le gouvernement pour garantir le taux le plus approprié pour que les agriculteurs utilisent la source d'eau de dessalement.

Selon le calendrier du projet, les opérateurs ou groupements privés désignés à l'issue des deux AOI étaient annoncés en juin 2018. Les activités d'une durée de 22 mois devraient démarrer immédiatement après. Ce nouveau quartier reposera sur une approche inclusive impliquant deux classes d'acteurs, les petits et moyens opérateurs et les grands groupes agricoles, qui peuvent jouer un rôle d'agrégateurs dans la valorisation de la production, notamment à l'export.

En conclusion, ce projet se déroule en 2 phase dont la première est nécessairement sur l'étude de la faisabilité d'un tel station et la définition des options stratégiques concernant le model financier qui sera appliqués dans le cadre de la mise en œuvre d'un PPP ; la deuxième portera sur l'accompagnement du gouvernement/l'administration pour la sélection du partenaire

privée pour le co-financement, la conception, la construction , l'exploitation, la maintenance et la gestion des infrastructure de dessalement et d'irrigation projetées pour une durée de 30 ans.

⇒ Le projet est prévu opérationnel en 2020 et alimenté par l'énergie verte.

Les travaux concernant ce mégaprojet ont été lancé en 2019 , les parties prenantes publique et privé ont levé leur investissement pour la réalisation du travaux à 1,98 MMDH qui seront consacrés a des activités différentes => sur cette somme de 1,64 milliards à l'usine de dessalement de l'eau de mer et aussi pour l'alimentation en énergie par un parc éolien d'une capacité de 40MW et la somme restante sera employé pour le réseau d'irrigation lui-même

¹ [Dakhla: Le projet de dessalement au profit de l'agriculture se met en place - Medias24](#)
[Dakhla: lancement des travaux de dessalement pour l'irrigation des terres agricoles , H24info](#)
[Dessalement de l'eau de mer pour l'irrigation \(lematin.ma\)](#)

2. Chtouka à Agadir à partir d'une station de dessalement : irrigation et eau potable, Abengoa attributaire

Description du projet

L'usine de dessalement d'eau de mer près de la ville d'Agadir est l'un des plus grands projets d'Afrique et de Méditerranée.

La capacité de l'usine, qui devra bientôt être desservie, est de 275 000 mètres cubes dans la première phase, 150 000 pour la consommation alimentaire et 125 000 pour irriguer quotidiennement 13 600 hectares de plantations à Agadir, dans l'espoir que cette capacité sera atteinte. Long terme 400 000 mètres cubes d'eau dessalée par jour.

Ce projet est réalisé sous l'autorité délégente conjointe du ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts et de l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE).

Les travaux sont menés par Aman El Baraka, une filiale de ce groupe. Le PPP qui a permis de financer le projet est un modèle du genre. Il a été élaboré en amont par le bureau d'études français BRL Ingénierie et son partenaire marocain Agro Concept.

La société espagnole Abengoa sera responsable du développement, de la construction et de la maintenance de l'usine pendant au moins 27 ans.

Le partenariat public-privé et le volet financier

Le projet, d'un coût total de 4,41 milliards de dirhams marocains (environ 493 millions de dollars), s'inscrit dans les objectifs du plan marocain de diversification des ressources d'approvisionnement en eau et de sécurité dans le cadre du Programme national d'eau potable et d'irrigation. 2020-2027.

Les contrats et concessions ont été établis selon modèle DBOT.

Le groupe espagnol Abengoa a été sélectionné et délégué comme concessionnaire unique pour la mise en place de l'unité de dessalement. La mission d'exploitation sera réalisée simultanément par deux sociétés différentes, SEDA pour l'eau potable et AEB pour l'eau d'irrigation. Grâce à son cadre institutionnel, technique et financier modèle, le projet d'usine de dessalement d'eau de mer de Chtouka a remporté le prix du meilleur partenariat public-privé lors d'une conférence internationale organisée par l'International Desalination Association (IDA) du 20 au 24 octobre 2018 à Dubaï.

Le bureau d'étude français BRL Ingénierie et son partenaire marocain Agro Concept, qui ont monté un PPP (partenariat public-privé) et accompagné la signature du projet de convention de gestion d'unité de dessalement, ont trouvé un dénominateur commun entre la demande des agriculteurs, l'offre d'Aman El Barak et l'implication de l'État pour créer un modèle économique durable dans la durée. L'objectif était notamment de prévoir le coût d'installation du puits, son entretien et l'électricité utilisée pour son fonctionnement, l'eau souterraine, apparemment gratuite, a déjà un coût moyen de 3,5 dirhams par mètre cube. Et que ces coûts augmenteront dans les années à venir avec la baisse des niveaux d'eau. Ils ont réussi à négocier un approvisionnement en eau salée de 5 dirhams par mètre cube, ce qui a également été rendu possible par des subventions gouvernementales, qui ont coûté près de

la moitié de l'investissement. D'autres sont principalement fournis par les banques et les fonds propres du constructeur.²

² [Agadir, l'eau dessalée à partir d'avril 2021 - Agadir Premiere](#)

[Les méga-projets de dessalement d'eau de mer du Maroc vus des EAU \(maritimenews.ma\)](#)

[MAROC : financé par un PPP modèle, le dessalement d'eau de mer à Chtouka est lancé | Afrik 21](#)

3. Bir jdid proche du périmètre du projet de Sidi Rahal

Projet d'irrigation d'une surface de 3200 ha à Azemmour-Bir jdid province d'el jadida

Description du projet

La zone touchée, qui s'est développée pour produire des légumes et des légumes, connaît désormais une baisse de l'activité agricole en raison de la rareté et de la salinisation des eaux souterraines, qui sont la seule source utilisée pour l'irrigation. L'objectif du projet est d'obtenir *15 millions de m³/an d'eau de surface du bassin versant Oum Er-Rbia pour protéger l'irrigation d'une zone de 3 200 hectares, dont bénéficient plus de 600 agriculteurs.*

Le projet d'un investissement de 366 millions de DH sera mis en œuvre sur la base d'une concession d'un partenaire privé qui sera chargé de participer au financement, à la conception, à la construction et à la gestion des infrastructures d'irrigation pour une durée de 30 ans.

Pour assurer la tarification de l'eau d'irrigation, qui tient compte de la solvabilité des agriculteurs, l'Etat consacre 321 MDH aux infrastructures du projet, soit 88% du coût total de l'investissement initial.

Le projet prévoit la construction d'un ouvrage de captage au niveau du réservoir de Sidi Daoui, une station de pompage d'un débit de 1,3 m³/s, 7,5 km d'adduct et un réseau d'irrigation de 160 km pour desservir les champs nécessitant des outils. avec des techniques d'irrigation goutte à goutte pour économiser et améliorer l'eau.

Le partenariat public-privé et le volet financier

Le recours au PPP vise à mettre en œuvre et à gérer le projet selon les meilleurs standards de qualité, sur la base d'un cahier des charges détaillé sous stricte supervision, ce qui assurera la poursuite du projet avec une meilleure utilisation et récupération dans l'eau.

Le partenaire retenu dans l'appel d'offres international est la Société Nouvelle des Conduites d'Eau (SNCE), société marocaine qui a récemment créé une société dédiée au projet : « Société Nouvelle Doukkala des Eaux - SNDKE SA ».

En mars 2014, la délégation devrait lancer une campagne de souscription de projets auprès des agriculteurs et la construction devrait démarrer d'ici la fin de la même année.

Le projet a un impact socio-économique important sur la zone et devrait améliorer les revenus et les conditions de vie des bénéficiaires. Il sera possible de diversifier et d'intensifier la production agricole, notamment la gestion des marchés, l'arboriculture et l'élevage laitier. La création d'emplois a finalement été analysée selon 1 915 emplois directs (gestion de la production et périmètre) et 1 900 emplois indirects (démarrage et suivi de production). L'augmentation de la valeur ajoutée agricole est estimée à 175 MDH par an.

3

[Signature de trois conventions relatives au projet de PPP en irrigation dans la zone côtière entre Azemmour et Bir Jdid – MEF – Royaume du Maroc \(finances.gov.ma\)](#)
<https://www.challenge.ma/irrigation-un-autre-ppp-qui-seternise-a-voir-le-jour-104426/>

³ [Un nouveau projet de partenariat public-privé en irrigation dans la zone côtière entre Azemmour et Bir Jdid | Ministère de l'agriculture](#)

4. Plaine du Gharb de 30000 hectares en cours d'étude

Description du projet

Ce projet est dans le perspectives 2019-2026 pour le Maroc, il s'agit d'un périmètre additionnel de 40.000 ha dont 30.000 ha uniquement dans la région du Gharb nécessitant 8MMDH d'investissements, ces objectifs sont programmés au titre des action prioritaires du département de l'eau sur la période 2019-2026.

Le département de l'Agriculture est sur un projet de développement d'un réseau d'irrigation sur 30.000 ha dans le Gharb. L'infrastructure est à réaliser et gérer en partenariat public-privé. Une étude de faisabilité et d'évaluation préalable du projet sera menée pour définir les cadres juridique, institutionnel et socio-économique de ce projet.

e périmètre irrigué du Gharb, situé dans le bassin hydraulique de Sebou, compte parmi les périmètres les plus importants du pays, aussi bien par l'étendue de sa superficie que par sa contribution stratégique à la production agricole nationale. Le service de l'eau d'irrigation y est assuré actuellement par l'Office régional de mise en valeur agricole du Gharb (ORMVAG) qui a la responsabilité de la gestion des réseaux d'irrigation de grand hydraulique desservant une superficie irriguée totale d'environ 115.000 ha.

Notons que dans le périmètre du Gharb, une zone potentielle de 72.000 ha a été identifiée pour faire l'objet d'un éventuel projet de PPP.

Le partenariat public-privé et le volet financier

Le projet à réaliser en partenariat public-privé (PPP), fera l'objet d'une étude de faisabilité et d'évaluation préalable. « Dans le but d'identifier le potentiel, les opportunités et les contraintes éventuelles liées à la mise en place d'un éventuel projet de PPP pour le service de l'eau d'irrigation dans la zone considérée, l'étude à mener devra traiter l'aspect agro-socio-économique, la demande en eau et l'aspect technique du projet d'irrigation», explique l'Agriculture.⁴

⁴ [Un immense réseau à développer dans le Gharb sur 30.000 ha \(lematin.ma\)](http://lematin.ma)